

SOSLA 459/18

9263-6

(1939-42)

Octroi de facilités de circulation aux familles des militaires tués ou blessés (convention)

Dépêche du Ministre de la D.N. à la S.N.C.F.	30. 9.39
Lettre S.N.C.F. au Ministre de la Guerre	5. 8.40 <i>manuscrit</i>
Dépêche du Ministre de la Guerre à la S.N.C.F.	2.10.40
Réponse S.N.C.F. au Ministre de la Guerre	16.11.40
Dépêche du M. de la Guerre à la S.N.C.F.	15. 1.41 <i>manuscrit</i>
Réponse de la S.N.C.F.	12. 2.41
Lettre S.N.C.F. au M. de la Guerre	31. 3.41
Dépêche du MTP à la SNCF	26. 6.42 <i>manuscrit</i>
Lettre SNCF au MTP	19.11.42

Octroi de facilités de circulation aux familles des militaires tués ou blessés  
(convention)

4263-6

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

---

Le Président  
du Conseil d'Administration

943220 - 24

Sa

94 - 1 - n° 6

- C O P I E -

Paris, le 19 novembre 1942

Monsieur le Ministre,

Par votre lettre C.F. 2 n° 2690 du 26 juin dernier (Direction des Transports - Service Economique - 2ème Bureau) vous avez bien voulu me transmettre copie de la correspondance échangée avec M. le Secrétaire Général des Anciens Combattants concernant l'octroi de facilités de circulation aux familles des militaires "Morts pour la France" au cours de la Guerre 1939-1940 pour se rendre sur la tombe de leurs défunts, et me faire connaître que le Secrétaire Général des Anciens Combattants envisageait de mettre à la charge de l'Etat la dépense résultant de ces déplacements en faisant inscrire, à cet effet, un crédit spécial au budget de 1943.

Les pourparlers que nous avons entamés à ce sujet avec ce Département ont abouti à un projet d'accord étendant à ces familles le bénéfice du permis gratuit annuel accordé par l'article 10 de la Loi du 29 octobre 1921 à celles des militaires "Morts pour la France" au cours de la Guerre 1914-1918. La charge nouvelle en résultant pour la S.N.C.F. lui serait intégralement remboursée par l'Etat.

Le Secrétaire Général des Anciens Combattants désire étendre la mesure aux familles des victimes civiles de la guerre en cours dont l'acte de décès porte la mention "Mort pour la France". Cette charge supplémentaire serait de même intégralement remboursée à la S.N.C.F.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un projet de Convention en 3 exemplaires. Si vous en approuvez les dispositions, je vous serais obligé de le soumettre à l'homologation de M. le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances et de me retourner ces 3 exemplaires revêtus de votre signature et de celle de M. le Ministre des Finances pour me permettre de les faire signer par M. le Secrétaire Général des Anciens Combattants.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications.-

nr

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président  
du Conseil d'Administration

C O P I E

562 - 29

Paris, le 31 mars 1941

Monsieur le Ministre,

Par lettre 562.29 du 12 février répondant à la vôtre 69-13/5 du 15 janvier 1941, je vous ai fait connaître que la S.N.C.F. ne pourrait maintenir au delà du 31 mars 1941 le régime de réduction prévu en faveur des familles se rendant auprès des militaires malades, blessés ou décédés, que si les Pouvoirs Publics lui rembouraient la différence entre les prix des tarifs ordinaires et les prix payés par les bénéficiaires.

Comme suite à cette communication, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en l'absence de réponse donnant accord sur la solution ci-dessus rappelée, nous donnons des instructions à nos gares pour que le régime de réduction accordé depuis 1939, ainsi que les facilités accordées par les anciens Réseaux, ne soient plus appliqués après le 31 mars 1941.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre  
Direction Générale de l'Administration de la Guerre,  
Direction de l'Intendance, Sous-Direction de la Solde et des Transports  
- VICHY -

## SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D 562/29

16 novembre 1940

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Par lettre 2.082-13/5, du 2 octobre 1940, vous avez bien voulu insister pour l'établissement d'une Convention tendant à fixer les conditions de transport des familles se rendant auprès des militaires malades, blessés ou décédés et vous nous avez adressé le texte que vous seriez d'avis d'adopter pour ce document.

Ce texte diffère de celui qui avait été précédemment envisagé par les points suivants :

- le régime ne prendrait pas fin le 31 décembre 1940, son application n'étant plus limitée dans le temps ;
- le certificat de parenté ne serait plus exigé au départ ;
- il ne serait plus délivré de billet d'aller et retour, mais deux billets, valables, l'un pour le trajet d'aller, l'autre pour le trajet de retour, à demander à la gare de départ de chacun de ces trajets.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, malgré notre vif désir de vous être agréable, nous ne pouvons vous donner notre accord sur la solution proposée.

En effet, ainsi que nous l'indiquions dans notre lettre 52.164-47 du 5 août dernier, l'établissement de cette Convention présente actuellement peu d'intérêt, le nombre des personnes susceptibles de bénéficier de la réduction diminuant de jour en jour au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la date de la suspension des hostilités.

Au surplus, il n'a jamais été dans l'intention de la S.N.C.F. de créer, à titre définitif, un régime de réduction en faveur des familles de militaires malades, blessés ou décédés et les correspondances échangées, ainsi que le texte primitivement envisagé pour la Convention, ont bien marqué le caractère de précarité qu'on a voulu donner à ce régime.

.....

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre  
Direction Générale de l'Administration de la Guerre - Direction de l'Intendance, Sous-Direction de la Solde et des Transports - VICHY (Allier) -

Le Chemin de fer ne saurait d'ailleurs s'engager à maintenir au delà du 31 décembre 1940, délai tout à fait raisonnable, un régime de réduction dont il est seul à faire les frais et auquel le Gouvernement lui-même paraît attacher peu d'intérêt puisqu'il frappe d'un impôt spécial de 16,20 % le montant de la réduction consentie.

En tout état de cause, nous n'aurions pu admettre la suppression du certificat de parenté, ni la délivrance de deux billets distincts pour chacun des trajets d'aller et de retour, les formules adoptées ayant pour but de prémunir le Chemin de fer contre les abus et les fraudes qui ne manqueraient pas de se produire si le bénéfice de la réduction était accordé sur le vu d'une simple pièce indiquant le lieu d'hospitalisation ou de décès, pièce qui peut être établie par une personne quelconque, et si, par ailleurs, l'application réelle de la réduction n'était pas subordonnée, ainsi que le prévoit la formule de taxation actuellement en vigueur (paiement du plein tarif à l'aller, gratuité au retour), à la certification par le médecin de l'hôpital de la réalité des motifs du voyage.

Je ne doute pas qu'après un nouvel examen de la question, vous voudrez bien vous ranger à notre manière de voir.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

SECRETARIAT D'ETAT A LA GUERRE

REPUBLIQUE FRANCAISE

Direction Générale  
de l'Administration de la Guerre

Direction de l'Intendance

Vichy, le 2 octobre 1940

Sous-Direction de la Solde  
et des Transports

C O P I E

N° 2082 13/5

D 562/29

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre n° D. 52.164-47 du 5 août 1940, par laquelle vous proposez d'appliquer jusqu'au 31 décembre 1940 seulement les dispositions de notre nouvel accord concernant la réduction de 50 % sur les prix des billets simples délivrés aux familles allant visiter les militaires ou marins malades ou blessés ou se rendant aux obsèques des militaires ou marins décédés.

Je crois devoir insister sur la nécessité de conclure la Convention dont il s'agit sans limitation dans le temps et en supprimant les formalités de l'article 4 qui se concilient mal avec l'urgence du départ en de telles circonstances.

Il semble, en effet, difficile de supprimer cette faveur légère accordée aux parents de ceux qui paient ce lourd impôt qu'est celui du sang, faveur qui, au surplus, n'a jamais été discutée depuis 1905.

En outre, vous conviendrez que, dans les grandes villes en particulier, les démarches imposées pour obtenir un certificat du maire attestant la parenté ou de l'Inspecteur de l'Assistance publique se comprennent mal lorsqu'un télégramme vous invite à partir sur l'heure.

Dans ces conditions, je crois devoir vous adresser, en quatre exemplaires, le projet de Convention ci-joint, en vous demandant de le revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

P. le Général d'Armée, Ministre Secrétaire d'Etat  
à la Guerre et par délégation,  
Le Directeur Général de l'Administration de  
la Guerre et du Contrôle,

Signature.

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.  
88, rue St-Lazare - PARIS -

## C O N V E N T I O N

relative au transport des familles allant visiter  
des militaires ou marins malades ou blessés ou se  
rendant aux obsèques de militaires ou marins décédés.

-----

ENTRE le Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre (   
le Ministre Secrétaire d'Etat à la Marine ( d'une part,   
le Secrétaire d'Etat à l'Aviation )

et la Société Nationale des Chemins de fer Français, dont le  
siège social est à Paris, 88, rue St-Lazare, représentée par  
M. FOURNIER, Président du Conseil d'Administration et par  
M. GRIMPRET, Vice-Président du Conseil d'Administration, d'autre  
part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

### Article 1er.-

Objet de la Convention.

La présente Convention a pour objet de fixer les condi-  
tions de transport applicables aux familles allant visiter des mi-  
litaires ou marins malades ou blessés, ou se rendant aux obsèques  
de militaires ou marins.

Pour l'application de la Convention, les militaires ou  
marins étrangers, engagés dans l'Armée française, sont assimilés  
aux militaires et marins français.

### Article 2.-

Définition de la famille.

Les seuls membres de la famille pouvant bénéficier des  
conditions spéciales de transport prévues à la présente Convention  
sont désignés ci-après :

- ascendants
- épouse
- enfants
- frères et soeurs
- beau-père et belle-mère
- père et mère adoptifs
- oncles, tantes ou tuteurs des militaires  
ou marins blessés ou décédés, lorsque ces  
derniers n'ont pas de famille directe

.....

- pères et mères nourriciers et sœurs et frères adoptifs s'il s'agit de militaires ou marins pupilles de l'Assistance Publique.

### Article 3.-

#### Taxation des Transports.

Pour les voyages d'aller et retour effectués par les Membres de la famille entre leur résidence et le lieu d'hospitalisation ou de décès du militaire ou marin, la S.N.C.F. consent une réduction de 50 % sur le prix des billets simples à plein tarif (1/2 tarif pour les enfants de 4 à 10 ans).

### Article 4.-

#### Conditions d'application de la Convention.

La S.N.C.F. délivrera le billet d'aller à prix réduit sur présentation d'une pièce (lettre ou télégramme) constatant le lieu d'hospitalisation ou de décès du militaire.

Au retour, le billet ne sera délivré que sur présentation de la même pièce et production d'une attestation du médecin de l'hôpital certifiant la validité des motifs du voyage.

### Article 5.-

#### Clause résolutoire.

La S.N.C.F. se réserve le droit de dénoncer la présente Convention avec préavis d'un mois, si son application entraînait des difficultés ou si encore les conditions d'exploitation du chemin de fer le justifiaient.

### Article 6.-

#### Application de la Convention et exemption de la formalité d'enregistrement.

La présente Convention, conclue, dans le cadre de l'article 29 du Cahier des Charges de la Société Nationale des Chemins de fer en date du 31 décembre 1937, sera soumise à l'approbation du Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances et du Secrétaire d'Etat aux Communications.

.....

Elle est exempte de la formalité de l'enregistrement  
par application de l'article 608 du Code de l'Enregistrement.

Fait à le

en 4 originaux dont un pour le Ministre Secrétaire d'Etat  
à la Guerre

- un pour le Ministre Secrétaire d'Etat  
à la Marine

- un pour le Secrétaire d'Etat à  
l'Aviation

et un pour la S.N.C.F.

Pour la Société Nationale des Chemins de fer Français.

Lu et approuvé

Lu et approuvé

Le Président du Conseil d'Administration,

Le Vice-Président du Conseil  
d'Administration,

Le Ministre Secrétaire d'Etat  
à la Guerre,

Le Ministre Secrétaire d'Etat  
à la Marine,

Le Ministre Secrétaire d'Etat  
aux Communications,

Le Ministre Secrétaire d'Etat  
aux Finances

Le Secrétaire d'Etat  
à l'Aviation,

Paris, le 30 septembre 1939

Ministère  
de la Défense Nationale  
et de la Guerre

-----  
5ème Direction  
Intendance Militaire  
-----

Sous-Direction de la Solde et  
des Transports  
-----

Section des Transports  
-----

n° 2595 13/5

Monsieur le Président,

"M. LE BESNERAIS

"Question très im-  
"portante à faire  
"étudier et me fai-  
"re des propositions  
"que nous soumettrons  
"au Comité.

signé : GUINAND".

Il m'a été signalé que des familles de militaires sous les drapeaux sollicitaient avec une insistance particulière des facilités de circulation, soit même la gratuité du transport, pour se rendre auprès d'un des leurs tué à l'ennemi ou en traitement dans une formation sanitaire.

Comme vous le savez, la question du transport des familles se rendant auprès des militaires gravement malades, blessés ou décédés est, à l'heure actuelle partiellement réglée par deux circulaires prises en accord avec les Grands Réseaux et insérées au volume 100.3, savoir :

1°- la circulaire du 25 février 1926 qui accorde la gratuité complète du transport à certains parents se rendant au Maroc ou en Syrie sous la réserve du remboursement par l'Administration Militaire à la S.N.C.F. de la moitié du prix du voyage en chemin de fer ;

2°- la circulaire du 11 mai 1905 suivant laquelle les parents nécessiteux bénéficient, sur justification, d'une réduction de 50 % sur les lignes exploitées par la S.N.C.F.

La guerre actuelle donne aux accords précédemment conclus une actualité particulière en montrant la nécessité d'adopter une mesure générale qui pourrait consister à créer un tarif spécial permettant de taxer à la moitié du tarif général applicable aux voyageurs ordinaires et sur production d'une pièce établissant sans discussion la cause particulière du voyage, les transports des familles des militaires dont il s'agit.

....

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.  
- Service Commercial - 88, rue Saint-Lazare - PARIS (IX°).-

En envisageant une pareille mesure, il semble que la S.N.C.F. saurait concilier des considérations d'humanité avec celles touchant l'accélération de son trafic.

Pour donner à la mesure le maximum de souplesse peut-être conviendrait-il d'en faire l'objet d'une proposition de tarif dans les conditions prévues par l'article 14 du Cahier des Charges de la S.N.C.F.

Je serais heureux qu'il vous fût possible de me faire connaître l'accueil que vous avez cru devoir réserver à la présente proposition dont je me propose d'entretenir, si vous le jugiez utile, Monsieur le Ministre des Travaux Publics.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

F. le Ministre et par son ordre  
et pour le Directeur de l'Intendance,  
Le Sous-Directeur,

Signature.